

Madame la présidente,
Mesdames, Messieurs les membres du CHSCT SP,
Chers collègues,

Depuis plus d'un an, à chaque CHSCT spécial des préfectures, les représentants du personnel du syndicat **FO Préfectures et des services du ministère de l'Intérieur** ne cessent de vous alerter sur l'état de délabrement des conditions de travail des agents des préfectures et du cumul d'injonctions imposés aux services préfectoraux, avec le continuel leitmotiv du tout-faire « en même temps » en dépit des risques encourus de burn-out et de contamination au Covid-19.

Les différentes réformes menées à marche forcée, sans prendre un seul instant la mesure des conséquences sociales et humaines, qui vont du SGCD, aux plateformes Services de Main d'Œuvre Étrangères (SMOE) sans oublier la politique de mutualisation interministérielle à outrance par l'OTE, en passant maintenant par SGAMI 2022 ne sont plus supportées ni acceptées ! TROP c'est TROP !

Face à ce pilonnage massif des services, en pleine pandémie tous les personnels des préfectures et des sous-préfectures hurlent leur totale incompréhension au travers de questions sensées et demeurant toujours sans réponses, dont **FO** vous fait le relais :

POURQUOI le niveau des activités des préfectures doit-il demeurer « coûte que coûte » et le plus possible en présentiel, tout en développant au maximum le télétravail ? Encore une injonction contradictoire.

POURQUOI malgré nos alertes sur l'état des agents et des conséquences terribles sur le moral et les conditions de travail des agents des préfectures, et ce, depuis des mois, l'administration s'entête-t-elle à continuer ses réformes ? Est-ce là une volonté manifeste de vouloir nuire aux agents ainsi que de fragiliser l'administration pour mieux la détruire ? Ou est-ce simplement le fruit d'ambitions personnelles et carriéristes au détriment du collectif ?

POURQUOI se précipiter à intégrer des DEETS dans la prise en charge par les SGCD déjà en réanimation alors que rien n'est prêt ? L'urgence n'est-elle liée qu'à un affichage politique, à un "nième bâton" à cocher pour satisfaire les caprices des hautes autorités ?

POURQUOI le ministère ne prend pas en compte la charge de travail et l'état d'urgence des conditions de travail très dégradés des SGCD pour les soulager et alléger quelques procédures ?

POURQUOI une « dead line » de retour des propositions d'avancement différente en Île-de-France, l'outre-mer et le reste de la métropole ? Une logique mystique ?

POURQUOI si tout va pour le mieux, le nombre d'heures travaillées des personnels explose dans toutes les préfectures et sous-préfectures ? Que dire aussi des personnels de Cabinet des préfets, de la Communication interministérielle qui sont écharpés par des rafales de commandes pour la campagne de vaccination et par l'organisation de visites ministérielles qui se multiplient pour occuper le terrain dans une perspective électorale, en lieu et place de soutenir les « troupes » ?



POURQUOI malgré la diffusion massive de notes, circulaires et instructions depuis plus d'un an, y-a-t-il a si peu de mise en application du télétravail en nombre de jours par semaine dans les préfetures, si peu de référents Covid de nommés, si peu de réunions en distanciel, si peu de préfets qui arrêtent les dîners ou déjeuners etc... ?

POURQUOI les chiffres nationaux de télétravail ne reflètent-ils pas du tout la réalité du terrain ? Fausse déclaration des préfets pour « promouvoir » leur « personal branding » en faveur d'un avancement prochain ?

POURQUOI y-a-t'il un refus de défendre les agents du MI faute de priorisation dans la vaccination et les tests, alors que le ministère les considère comme indispensables pour tenir l'État territorial et que la courbe des contaminations s'accroît significativement ?

POURQUOI les agents accueillant du public, les SIDSIC, les assistantes sociales, infirmières et médecins du MI ne sont-ils toujours pas équipés de masques FFP2 tandis que le variant anglais fait des ravages ?

POURQUOI avons-nous un RETEX ministériel du 1er confinement après 8 mois de clôture des sondages auprès des services ? On peut s'interroger sur la fiabilité des résultats et de l'analyse qui en est faite... Mais surtout, s'interroger sur la réelle motivation à en tirer une priorité par les préfets et sous-préfets... Un risque de mettre en lumière leurs manquements ?

FO demande simplement du respect, de la reconnaissance et de la bienveillance pour tous les personnels qui se dépensent sans compter, font preuve d'une incroyable ingéniosité pour les citoyens, mais dans un véritable capharnaüm organisationnel voulu par des dirigeants aveuglés simplement par des ambitions comptables, personnelles, politiques, incapables de conduire le véritable changement où l'humain est au centre de toutes les préoccupations.

FO condamne l'absence totale de réaction de l'administration face à une implosion imminente des services qui seuls, tiennent notre grande « maison », la République...

Ils attendent toujours que leur ministre et les autorités qui devraient leur donner du sens dans leurs missions arrêtent de les écraser sous le poids de réformes inapplicables et suicidaires à court-terme et de les mettre en danger.

FO demande que cette déclaration préalable soit annexée au procès-verbal du CHSCT-SP.

**FO DEFEND LES RESEAUX DE PREVENTION ET DE SOUTIEN
FO SEUL AU SECOURS DES PERSONNELS EN SOUFFRANCE**